

Bulletin officiel des douanes

PRODUITS PETROLIERS

**Convention administrative franco-belge relative aux
mesures de contrôle applicables à certains produits
énergétiques.**

BOD n°

du

texte n°

nature du texte : DA

du :

classement : J.71

RP : ---

Bureau : F/2

Nombre de pages :

Diffusion : publique

NOR :

**Mots-clés : énergie, produits
pétroliers, circulation,
Belgique.**

Date d'entrée en vigueur du texte : 1^{er} septembre 2005

Date de caducité du texte :

Références :

La présente circulaire décrit les modalités d'application de la convention signée par la Belgique et la France et relative au régime simplifié de circulation applicable à certains produits énergétiques lors de mouvements en régime suspensif entre ces deux pays.

Signé :

Le sous-directeur des droits indirects,

Jean-Pierre MAZÉ

SOMMAIRE

I - CADRE JURIDIQUE

II - CHAMP D'APPLICATION

- A - Type de mouvements**
- B - Modalités de transport**
- C - Produits**
 - 1 - Nomenclatures
 - 2 - Usage

III - MODALITES D'AGREMENT DES OPERATEURS

- A - Demande**
- B - Statut de l'opérateur**
- C - Octroi de l'agrément**
- D - Actualisation de l'agrément**
- E - Retrait de l'agrément**

IV - MODALITES DE CIRCULATION

- A - Bureau centralisateur**
- B - Statut des opérateurs**
- C - Mouvements de la France vers la Belgique**
- D - Mouvements de la Belgique vers la France**

V - FORME DES DOCUMENTS

- A - Documents de circulation**
- B - Déclaration récapitulative**

VI - CONTROLES

- A - Contrôles généraux**
- B - Contrôles spécifiques aux expéditions à destination de la Belgique**
- C - Contrôles spécifiques aux introductions en provenance de Belgique**

VII - ANNEXES

- Annexe I : Convention (version française)**
- Annexe II : Décision d'agrément (Modèle)**

I - CADRE JURIDIQUE

Les produits repris à l'article 20 paragraphe 1 de la directive 03/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, sont soumis aux modalités de contrôle et de circulation de la directive 92/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises. Ainsi, la circulation de ces produits doit être effectuée entre opérateurs autorisés (même ponctuellement) par l'administration sous couvert d'un document de circulation et d'une garantie.

Cependant, le paragraphe 3 de l'article 20 de la directive 03/96/CE permet aux Etats membres d'exempter, au moyen de convention, certains produits non soumis à un taux minimum de taxation, des mesures de contrôles prévues par la directive 92/12/CEE.

C'est à ce titre que, le 1^{er} août 2005, a été signée une convention administrative entre le Royaume de Belgique (représenté par l'Administration des Douanes et Accises du Service Public Fédéral des Finances) et la République française (représentée par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie) (Cf annexe I). La date d'entrée en vigueur de cette convention est le 1^{er} septembre 2005.

Cette convention permet aux opérateurs y adhérant et aux conditions développées ci après :

- d'être dispensés de l'utilisation du document administratif d'accompagnement prévu par la réglementation communautaire ;
- d'être dispensés de garantie sur les mouvements de produits couverts par la présente convention ;
- de déclarer périodiquement auprès des autorités les mouvements concernés par la présente convention.

II - CHAMP D'APPLICATION

Si l'une des conditions reprises ci-dessous n'est pas respectée, la circulation des produits s'effectue selon les modalités de droit commun de la directive 92/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 susmentionnée.

A - Type de mouvements

Cette convention s'applique exclusivement aux mouvements sous régime suspensif de produits énergétiques de la France vers la Belgique et de la Belgique vers la France, sans passage par un autre Etat membre de l'Union Européenne, ni un pays tiers.

B - Modalités de transport

Seuls les mouvements de produits énergétiques utilisant les moyens de transport suivants entrent dans le champ d'application de la convention :

- bateaux-citernes ;
- wagons-citernes ;
- camions-citernes ;
- conteneurs.

C - Produits

1 - Nomenclatures

Il s'agit des produits dont les nomenclatures sont reprises à l'article 20§1 de la directive 03/96/CE mais ne relevant pas des articles 7 à 10 de cette même directive (produits pour lesquels un taux minimum de taxation est fixé), c'est-à-dire des produits des positions tarifaires suivantes :

- 2707 10 90
- 2707 20 90
- 2707 30 90
- 2707 50 90
- 2710 11 21
- 2710 11 25
- 2710 19 29

- 2901 10 90
- 2902 20 00
- 2902 30 00
- 2902 41 00
- 2902 42 00
- 2902 43 00
- 2902 44 00.

A partir de ce paragraphe, on entend par « produits énergétiques » la liste limitative de produits exposée ci-dessus.

2 - Usage

Les produits dont l'usage à destination entraînerait le paiement d'accises sont exclus du champ d'application.

III - MODALITES D'AGREMENT DES OPERATEURS

A - Demande

Pour pouvoir bénéficier du régime simplifié de circulation, les opérateurs, expéditeurs des produits énergétiques, doivent en faire la demande par écrit, sur papier libre, auprès des autorités compétentes de l'Etat membre d'expédition des produits.

Pour la Belgique, l'agrément est délivré par les directions régionales des douanes et accises.

Pour la France, l'agrément est délivré par le bureau F/2 de la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI - 23, bis rue de l'Université – 75700 Paris 07 SP).

La demande formulée auprès des autorités françaises doit comporter les éléments suivants :

- nom, adresse, statut de l'expéditeur des marchandises ;
- nature des produits et volume envisagé ;
- lieux de livraison et destinataire(s) final(s) des produits ;
- modalité de transport des produits.

L'opérateur transmet à cette occasion, pour validation, les modèles du document de circulation et de la déclaration récapitulative (Cf. point V) qu'il souhaite utiliser dans le cadre du régime simplifié.

B - Statut de l'opérateur agréé

Dans la mesure où les produits circulent sous régime suspensif, l'opérateur autorisé à bénéficier du régime simplifié de circulation pour l'expédition de produits énergétiques dans le cadre de la convention doit préalablement être titulaire du statut d'entrepôt agréé.

Le transport des produits énergétiques sous le régime simplifié de circulation n'est toutefois pas soumis au dépôt de garantie normalement prévu pour la circulation intracommunautaire sous régime suspensif des produits énergétiques.

C - Octroi de l'agrément

Le bureau F/2 de la DGDDI délivre par écrit selon le modèle figurant en annexe II, un numéro d'agrément (de type FRBL – millésime en deux chiffres – numéro d'enregistrement à trois chiffres).

L'agrément est valable, sans limitation de durée.

Le bureau F/2 de la DGDDI informe les autorités belges de l'octroi de cet agrément.

D - Actualisation de l'agrément

L'opérateur bénéficiant de l'agrément doit informer l'administration de toute modification relative à sa raison sociale et de tout changement majeur de son activité.

E - Retrait de l'agrément

Le retrait de l'agrément est prononcé par le bureau F/2 de la DGDDI :

- sur demande de l'opérateur adressée à ce bureau ;

- sur décision de l'administration en cas de non respect par l'opérateur de ses obligations ou en cas d'inactivité de celui-ci durant 12 mois consécutifs.

Le retrait de l'agrément implique la restitution à l'administration par l'opérateur du courrier original de l'habilitation initialement délivrée.

IV - MODALITES DE CIRCULATION

A - Les bureaux centralisateurs

Le régime simplifié de circulation entre la France et la Belgique, outre la dispense de garantie (Cf. point III-B) et l'utilisation d'un document commercial ou de transport comme document de circulation (Cf Point V-A) repose sur la désignation en France et en Belgique d'un bureau centralisateur chargé de transmettre les informations relatives à ces mouvements.

Les bureaux centralisateurs sont :

- pour la Belgique, la Direction Nationale des Recherches des douanes et accises (boulevard du Régent 36 - B-1000 Bruxelles) ;
- pour la France, le bureau de Mardyck raffinerie (ZI de Mardyck - 59279 Loon plage).

B - Statut des opérateurs

L'expéditeur des produits bénéficiant de l'agrément est titulaire d'un statut d'entrepôt agréé (Cf. point III-B). Les destinataires des produits circulant en régime suspensif sont titulaires d'un statut d'entrepôt agréé ou d'opérateur enregistré.

C - Mouvements de la France vers la Belgique

Préalablement à sa première expédition effectuée dans le cadre de la convention, l'opérateur français bénéficiant de l'agrément transmet une copie de cet agrément au bureau de douane de rattachement de l'entrepôt fiscal (de stockage ou de production) de départ.

Cet opérateur expédie, sous régime suspensif à partir l'entrepôt fiscal, tout ou partie des produits dont la nomenclature est reprise au point II-C-1 de la présente instruction, sous couvert d'un document commercial ou d'un document de transport dont la forme est précisée au point V-A ci-dessous. Ce document sert de justificatif de sortie de l'entrepôt fiscal et doit être repris dans la comptabilité matières de celui-ci.

Il est également tenu de transmettre au bureau centralisateur français, avant la fin du mois suivant celui au cours duquel les livraisons ont eu lieu, une déclaration récapitulative, dont la forme est précisée au point V-B ci-dessous, en deux exemplaires.

L'opérateur dépose autant de déclarations qu'il y a de destinataires distincts et identifiés par leur numéro d'accises en Belgique.

Le bureau centralisateur français enregistre les déclarations, en transmet un exemplaire au bureau centralisateur belge et en envoie copie aux bureaux de rattachement des entrepôts fiscaux d'où sont partis les produits. Cette copie est rapprochée des éléments de comptabilité matières des entrepôts fiscaux d'expédition : tout écart doit être justifié et fait l'objet d'une déclaration modificative.

L'opérateur agréé français qui effectue des expéditions vers la Belgique de produits énergétiques est tenu de déposer, auprès de l'administration des douanes, une déclaration d'échanges de biens (DEB) dans les conditions de droit commun.

D - Mouvements de la Belgique vers la France

Chaque mois, le bureau centralisateur français reçoit du bureau centralisateur belge un exemplaire de la déclaration récapitulative de chaque expéditeur agréé en Belgique reprenant par destinataires français identifiés par leur numéro d'agrément accises (en qualité d'entrepôt agréé ou opérateur enregistré) l'ensemble des réception en France de produits concernés par le régime simplifié de circulation.

Après enregistrement, le bureau centralisateur français envoie une copie de cette déclaration à chaque bureau de rattachement de l'entrepôt fiscal de destination (pour un destinataire entrepositaire agréé), ou du site de réception, (pour un destinataire opérateur enregistré).

Cette copie est rapprochée des éléments de comptabilité matières des entrepôts fiscaux de destination : tout écart doit être justifié et fait l'objet d'une information aux autorités belges via le bureau centralisateur de Mardyck.

L'opérateur qui reçoit des produits énergétiques depuis la Belgique est tenu, le cas échéant, est tenu de déposer, auprès de l'administration des douanes, une déclaration d'échanges de biens (DEB) dans les conditions de droit commun.

Le destinataire des produits reprend dans sa comptabilité matières, au fur et à mesure de ses réceptions, les éléments nécessaires figurant sur les documents commerciaux.

Lorsque le destinataire est opérateur enregistré, il inscrit dans sa comptabilité matières les quantités réceptionnées. S'il s'agit d'une introduction de produits repris au tableau B de l'article 265 du code des douanes national, il acquitte la TVA auprès du receveur compétent au vu des documents de circulation normés accompagnant les marchandises. La déclaration s'effectue par décade lorsque l'opérateur bénéficie d'un crédit d'enlèvement ou ponctuellement.

Si le destinataire est entrepositaire agréé, les quantités reçues sont inscrites dans la comptabilité matières PSE de l'entrepôt.

Remarque :

La procédure de ce régime simplifié de circulation est compatible avec celle de la livraison directe en France. Dans ce cas, le bureau centralisateur français transmet la copie de la déclaration récapitulative au bureau de douane avec lequel l'opérateur enregistré français a passé une convention dans le cadre de la procédure de livraison directe. Le destinataire désigné sur les documents commerciaux est l'opérateur enregistré bénéficiant de la procédure de livraison directe et l'adresse de livraison, l'adresse où sera effectivement prise en charge physiquement la marchandise.

V - FORME DES DOCUMENTS

A - Documents de circulation

Les opérateurs français et belges agréés sont autorisés à utiliser, en lieu et place des documents de circulation en régime fiscal suspensif prévus par la directive 92/12/CEE (document administratif d'accompagnement ou équivalent de type document simplifié administratif/commercial en France), un document de transport ou un document commercial (tel une facture) comportant obligatoirement :

- le nom, numéro d'accises (en tant qu'entrepositaire agréé) et adresse complète de l'expéditeur ;
- le nom, numéro d'accises (en tant qu'entrepositaire agréé ou opérateur enregistré) et adresse complète du destinataire ;
- l'adresse du lieu de livraison ;
- la nature des produits énergétiques transportés et identifiés par leur code de la nomenclature combinée à huit chiffres ;
- le volume avec indication de la température et/ou le poids net ;
- la date de livraison.

En outre, le document doit porter bien visiblement, imprimé ou apposé par un tampon encreur, l'une des mentions suivantes :

- en français :

Procédure simplifiée de circulation
Sans document d'accompagnement

Article 20 §3 – Directive 03/96/CE

N° d'agrément : _____

Attribué par : _____

le : _____

- en néerlandais :

<p>Vereenvoudigd vervoer zonder geleidedocument</p> <p>Article 20 § 3 – Richtlijn 03/96/EG</p> <p>Nummer van de vergunning : _____</p> <p>Afgegeven door : _____ op : _____</p>

Un modèle du document de circulation est joint à la demande d'agrément de l'opérateur (Cf point III-A), pour validation par le bureau F/2 de la DGDDI.

B - Déclaration récapitulative

La déclaration récapitulative transmise mensuellement, en deux exemplaires, au bureau centralisateur français par l'expéditeur (identifié par son numéro d'accises et son numéro d'agrément au titre de la convention) doit reprendre distinctement chaque expédition effectuée, dans le mois précédant le dépôt de cette déclaration, à un destinataire belge identifié par son numéro d'accise.

Pour chaque envoi, cette déclaration doit comporter :

- le nom, le numéro et l'adresse de l'entrepôt fiscal d'expédition ainsi que son bureau de douane de rattachement ;
- le nom du destinataire et son bureau de rattachement
- l'adresse du lieu de livraison ;
- la date de l'expédition ;
- la nomenclature combinée à huit chiffres et la quantité de produit expédiée ;
- le mode de transport ;
- le numéro et la date de facture.

Un modèle de la déclaration récapitulative est joint à la demande d'agrément de l'opérateur (Cf point III-A), pour validation par le bureau F/2 de la DGDDI.

VI - CONTROLES

A - Contrôles généraux

Les services peuvent procéder sur les produits expédiés comme sur les produits introduits à des analyses portant sur l'espèce afin de vérifier que les produits relèvent bien d'une nomenclature entrant dans le champ d'application du régime simplifié de circulation.

Les services s'assurent également de la régularité des documents de transport utilisés dans le cadre de ce régime et des déclarations récapitulatives expédiées.

B - Contrôles spécifiques aux expéditions à destination de la Belgique

Dans la mesure où il n'est pas prévu dans ce régime simplifié de circulation d'information par l'Etat membre de destination de la réception effective des marchandises, les services de rattachement des entrepôts fiscaux d'expédition (de stockage ou de production) procèdent régulièrement à des contrôles sur la régularité des mouvements auprès des autorités belges territorialement compétentes au regard du lieu de destination des produits.

C - Contrôles spécifiques aux introductions en provenance de Belgique

Les services à destination vérifient que, conformément au point II-C-2 ci-dessus, les produits introduits ne sont pas soumis à droits d'accises.

Lorsque le destinataire est entrepositaire agréé, les services de rattachement des entrepôts fiscaux de stockage de réception s'assurent de l'inscription dans la comptabilité matières (PSE) de toutes les introductions déclarées par le (ou les) expéditeur(s) belges.

Lorsque le destinataire est opérateur enregistré, les services de rattachement du site de réception s'assurent de l'inscription de ces mouvements dans la comptabilité matières et de la réalité de ces mouvements par contrôle documentaire et/ou physique.

Dans le cadre de la livraison directe, le bureau de rattachement initie, par sondage ou par ciblage, avec le bureau territorialement compétent pour le lieu de réception des marchandises, des contrôles permettant de s'assurer de la réalité de cette réception.

VII - ANNEXES

Annexe I : Convention

Annexe II : Décision d'agrément

Annexe II



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

SOUS-DIRECTION DES DROITS INDIRECTS

BUREAU F2 – FISCALITES DE L'ENERGIE, DE L'ENVIRONNEMENT ET LOIS DE FINANCES

23 BIS, RUE DE L'UNIVERSITÉ

75700 PARIS 07 SP

Site Internet : www.finances.gouv.fr/douane

Paris, le

DECISION

(F/2) du

PORTANT HABILITATION D'OPERATEUR DU SECTEUR DES PRODUITS ENERGETIQUES
DANS LE CADRE DE LA CONVENTION FRANCO-BELGE
RELATIVE AU REGIME SIMPLIFIE DE CIRCULATION

Suite à sa demande du

la société

Raison sociale ou dénomination :
Adresse du siège social :

Numéro SIREN :
Numéro TVA :
Numéro d'accises (en qualité d'entrepôt agréé) :

est autorisée,

sous le numéro d'agrément :

à bénéficier du régime simplifié de circulation pour ses expéditions de produits énergétiques à destination du Royaume de Belgique, dans le cadre de la Convention administrative relative aux mesures de contrôle applicables à certains produits énergétiques, conclue conformément à l'article 20 paragraphe 3 de la directive 03/96/CE du Conseil et signée le 1^{er} août 2005 entre la République française et le Royaume de Belgique.

Le sous-directeur des droits indirects,

Convention administrative relative aux mesures de contrôle applicables à certains produits énergétiques, conclue conformément à l'article 20 paragraphe 3 de la directive 03/96/CE du Conseil

En vertu de l'article 20 paragraphe 3 de la directive 03/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité autorisant les états membres d'exempter, par le biais de conventions bilatérales, les produits énergétiques repris à l'article 20 paragraphe 1 de la directive 03/96/CE et ne relevant pas des articles 7 à 9 de cette même directive, totalement ou partiellement des mesures de contrôle prévues par la directive 92/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises,

Le Royaume de Belgique,
Représenté par le Service Public Fédéral des Finances,
Administration des Douanes et Accises,
A Bruxelles,

et

la République française,
représentée par le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
Direction Générale des Douanes et Droits Indirects,
A Paris,

Ci-après dénommés "les parties contractantes",

Ont conclu la convention administrative suivante:

Article premier

(1) Les produits énergétiques énumérés au paragraphe 2 sont soumis, lors de leur circulation en régime suspensif de droit d'accise entre le Royaume de Belgique et la République française, à des mesures de contrôles simplifiées, lorsqu'ils sont transportés à bord de bateaux-citernes, de wagons-citernes et de camions-citernes ou dans des conteneurs et lorsque les procédures reprises à l'article 4, convenues pour ces mesures de contrôles simplifiées, sont respectées.

(2) Les produits énergétiques sur lesquels porte la présente convention relèvent des codes NC suivants, dans la version de la nomenclature combinée applicable au 1^{er} janvier 2002:

- 2707 10 90
- 2707 20 90
- 2707 30 90
- 2707 50 90
- 2710 11 21
- 2710 11 25
- 2710 19 29
- 2901 10 90
- 2902 20 00

- 2902 30 00
- 2902 41 00
- 2902 42 00
- 2902 43 00
- 2902 44 00

(3) En cas de modification des codes de la nomenclature combinée en vigueur le 1^{er} janvier 2002, les nouveaux codes NC sont à indiquer dans les documents requis par l'article 4, paragraphe 2, ainsi que dans les relevés récapitulatifs prévus à l'article 4 paragraphe 3.

(4) Les dispositions du paragraphe 1^{er} ne sont pas applicables pour la circulation des produits énergétiques qui seraient soumis au paiement des accises.

Article 2

Le parties contractantes conviennent que le transport des produits énergétiques sous le régime du contrôle simplifié visé à l'article 1^{er} n'est pas soumis au dépôt de garantie exigé par l'article 13 point a) de la directive 92/12/CEE.

Article 3

(1) La procédure simplifiée d'expédition des produits énergétiques énumérés à l'article 1^{er} paragraphe 2, du territoire d'une partie contractante vers le territoire de l'autre partie contractante, suivant les procédures de contrôles simplifiées, fait préalablement l'objet d'un agrément, qui est demandé sur papier libre auprès de l'autorité compétente du lieu d'établissement du demandeur. Cet agrément est révocable à tout moment.

(2) Les autorités compétentes pour délivrer l'agrément sont:

- pour le Royaume de Belgique: les directions régionales des douanes et accises;
- pour la République française: la direction générale des douanes et droits indirects, bureau F/2.

(3) Les autorités compétentes accordent les autorisations par écrit et attribuent un numéro d'agrément au demandeur qui a obtenu préalablement le statut d'entrepôt agréé.

(4) Les parties contractantes peuvent subordonner l'octroi de l'agrément aux demandeurs établis sur leur territoire à d'autres obligations motivées par des nécessités nationales en matière de contrôle.

(5) Les parties contractantes s'informent mutuellement et immédiatement de l'octroi et du retrait d'agrément.

Article 4

(1) Le bénéficiaire de l'agrément est habilité à expédier les produits énergétiques repris à l'article 1^{er} paragraphe 2 vers le territoire de l'autre partie contractante sans les documents d'accompagnement prévus dans la directive 92/12/CEE et lorsque le transport n'emprunte pas le territoire d'un Etat membre non partie contractante.

(2) Le document de transport ou tout autre document commercial accompagnant la livraison doit porter bien visiblement l'une des mentions suivantes:

Procédure simplifiée de circulation Sans document d'accompagnement Article 20 § 3 – Directive 03/96/CE N° d'agrément: Attribué par:le:
--

Vereenvoudigd vervoer zonder geleidedocument Artikel 20 § 3 – Richtlijn 03/96/EG Nummer van de vergunning: Afgegeven door: op:

Ces documents doivent en outre mentionner le nom, le numéro d'accises et l'adresse de l'expéditeur, le nom, le numéro d'accises et l'adresse du destinataire, l'adresse du lieu de livraison, la nature des produits énergétiques transportés avec leur code NC, le volume avec indication de température et/ou le poids net et la date de livraison.

(3) Le bénéficiaire de l'agrément est tenu d'envoyer à l'autorité compétente de son Etat membre désignée dans l'autorisation, avant la fin du mois suivant celui au cours duquel les livraisons ont eu lieu, un état récapitulatif distinct pour chaque destinataire, en deux exemplaires, reprenant pour chaque envoi le nom de l'expéditeur et du destinataire, les adresses du lieu d'expédition et de livraison, la date du mouvement, l'espèce (nomenclature) et la quantité des produits énergétiques, le mode de transport, le numéro et la date de la facture ainsi que le (ou les) bureau(x) de rattachement de chaque destinataire.

L'autorité compétente de l'Etat membre d'expédition envoie via un bureau centralisateur, un exemplaire de l'état au bureau centralisateur de l'Etat membre de destination.

Les bureaux centralisateurs des parties contractantes sont:

- pour le Royaume de Belgique:
Direction Nationale des Recherches des douanes et accises
North Galaxy, Tour A, 7^{ème} étage
Boulevard du Roi Albert II, 33 – boîte 385
B – 1030 Bruxelles
- pour la République française:
Bureau de Mardyck raffinerie
ZI de Mardyck
F - 59279 Loon plage

Article 5

Lorsque des infractions ou irrégularités sont constatées lors de la circulation et/ou du contrôle du bénéficiaire de l'agrément ou du destinataire, les parties contractantes peuvent, d'un commun accord, exclure, temporairement ou définitivement, les produits énergétiques en cause de la procédure de contrôle simplifiée.

Tout accord à ce sujet appelle une modification de l'article 1^{er} paragraphe 2.

Article 6

La présente convention administrative est rédigée en français et néerlandais, en double exemplaire dans chacune des langues et entre en vigueur le 1^{er} septembre 2005.

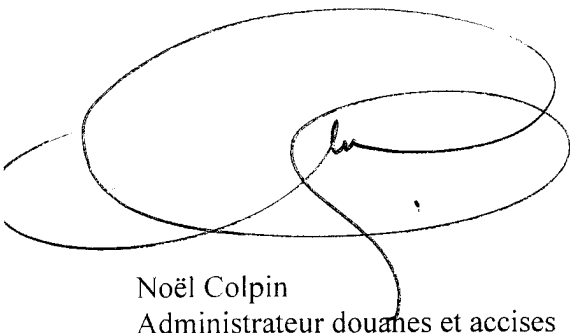
Elle peut être dénoncée à tout moment, par écrit et sans préavis par l'une ou l'autre des parties contractantes.

Fait à Bruxelles, le 01 AOU 2005

Pour le Royaume de Belgique,

Fait à Paris, le 01 AOU 2005

Pour la République française,



Noël Colpin
Administrateur douanes et accises



François MONGIN
Le Directeur Général des Douanes
et Droits Indirects